



Déclaration pour l'intégration harmonieuse des activités minières aux territoires

Les dernières années ont vu l'émergence d'un intérêt renouvelé pour plusieurs minéraux considérés critiques ou stratégiques, en raison de leur utilisation dans la fabrication d'objets technologiques contribuant notamment à la transition énergétique. Le Québec se démarque par son potentiel minier au regard de plusieurs de ces minéraux. Ainsi, certaines régions comptant traditionnellement sur la villégiature comme moteur économique, social et culturel ont connu une augmentation significative du nombre de titres miniers sur leur territoire. Cette situation soulève des inquiétudes légitimes de la part de la population, qui interpelle les gouvernements de proximité au sujet de l'avenir de leurs collectivités.

L'aménagement du territoire est une compétence fondamentale des municipalités. Elles sont les mieux placées pour assurer la cohabitation harmonieuse des différentes activités sur leurs territoires. Toutefois, elles doivent avoir les outils nécessaires pour y assurer l'intégration des activités de différentes natures, puisque le régime particulier applicable à l'encadrement des activités minières limite la portée des outils traditionnels d'aménagement du territoire à la disposition du monde municipal.

ATTENDU QUE la diversité des réalités territoriales du Québec exige une approche adaptée aux contextes économiques, sociaux, environnementaux et culturels des différents milieux quant à l'intégration de nouvelles activités minières ;

ATTENDU QUE les municipalités sont les plus aptes à assurer la bonne cohabitation des différentes utilisations du territoire en considération des réalités propres à chaque territoire ;

ATTENDU QUE le régime particulier applicable à l'encadrement des activités minières limite la portée des outils traditionnels d'aménagement du territoire à la disposition du milieu municipal ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec s'est doté d'une orientation gouvernementale en aménagement du territoire (OGAT) définissant les critères applicables pour l'identification par les MRC de territoires incompatibles avec l'activité minière (TIAM) dans lesquels toute activité minière est prohibée ;

Déclaration pour l'intégration harmonieuse des activités minières aux territoires



ATTENDU QUE plusieurs municipalités ont fait part d'enjeux concernant leur capacité à mobiliser cette OGAT pour assurer une véritable cohabitation harmonieuse des activités minières avec les autres utilisations du territoire ;

ATTENDU QUE ces préoccupations concernent notamment les limites de l'OGAT par rapport à la capacité des municipalités à assurer la protection des sources d'eau potable pour leurs populations ;

ATTENDU QUE ces préoccupations concernent également les limites de l'OGAT au regard de la capacité des municipalités à assurer la cohabitation harmonieuse des activités minières avec la villégiature et le récréotourisme.

Ainsi, les élus et élus de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) demandent au gouvernement du Québec de :

1. Mettre à jour l'encadrement municipal des activités minières afin de tenir compte de l'évolution du contexte minier québécois, notamment par le retrait de l'article 246 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et par la modernisation de l'OGAT relative aux activités minières.
2. Modifier dès maintenant l'OGAT relative aux activités minières pour permettre aux municipalités de reconnaître spécifiquement la valeur économique, sociale et culturelle de la villégiature en assurant la cohabitation harmonieuse des activités minières avec cette activité.
3. Assurer la pérennité du prélèvement d'eau souterraine ou de surface à des fins de consommation humaine en considérant la nécessité de la recharge des nappes phréatiques, dans le contexte de stress hydrique engendré par les changements climatiques.
4. Modifier la loi afin de permettre aux municipalités de différencier l'extraction des ressources minérales de surface, comme les carrières, gravières et sablières, des autres activités minières dans l'identification de TIAM.

Déclaration pour l'intégration harmonieuse des activités minières aux territoires



5. Reconnaître formellement que l'acceptabilité sociale par les communautés locales et par les municipalités concernées constitue un élément fondamental pour tout projet minier.
6. Mettre en place un comité technique, composé de spécialistes en aménagement du territoire de tous les ordres de gouvernement et de spécialistes du secteur minier, qui aura pour mandat de proposer des améliorations au régime d'encadrement des activités minières par l'aménagement du territoire.